

Principales modifications au cadre normatif depuis juin 2012

Secrétariat du conseil du trésor

Sous-secrétariat aux marchés publics

Principales modifications au cadre normatif

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics

- 7 décembre 2012

Omnibus réglementaire

- 23 mai et 15 septembre 2013

Nouvelle directive de reddition de comptes

- 1^{er} avril 2013

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics

- Champ d'application
- Un seul ministre responsable au lieu de trois
- Publication des renseignements
- Membres de comité de sélection
- Responsables de l'observation des règles contractuelles
- Dispositions pénales

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (suite)

Champ d'application

Nouveaux contractants : « Personne morale de droit privé » :

- Organismes à but non lucratif (OBNL)
- Coopératives

Organismes publics visés :

- Ministères et organismes de l'administration gouvernementale
- Organismes du réseau de l'éducation
- Établissements du réseau de la santé et des services sociaux
 - Sociétés d'état à vocation commerciale (*article de loi non en vigueur*)

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (suite)

Un seul ministre responsable au lieu de trois

Le Conseil du trésor est le ministre responsable:

- Ministères et organismes
- Réseau de l'éducation
- Réseau de la santé et des services sociaux

Responsabilités :

- Autorisations
- Obligation d'informer le Conseil du trésor
- Reddition de comptes
- « Directives »
- Formules types de contrat et documents standards

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (suite)

Publication des renseignements

- Électroniquement, en format ouvert et sur un support informatique permettant leur réutilisation
- Montant initial des contrats
- Chaque dépense supplémentaire excédant de plus de 10 %
- Montant final des contrats

Membres des comités de sélection

- Non-divulgence de l'identité des membres d'un comité de sélection
(article de loi non en vigueur)

Responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC)

- Veiller à l'application des règles contractuelles
- Conseiller le dirigeant, formuler des recommandations ou des avis
- Veiller à la mise en place de mesures permettant d'assurer l'intégrité des processus internes
- S'assurer de la qualité du personnel
- Exercer toute autre fonction

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (suite)

Dispositions pénales - Création d'infractions visant:

- Régime d'autorisation de contracter
- Déclarations fausses ou trompeuses
- Demandes de paiement fausses ou trompeuses

Omnibus réglementaire

- Règlement sur les contrats d'approvisionnement
- Règlement sur les contrats de services
- Règlement sur les contrats de travaux de construction

Entrées en vigueur

- 23 mai 2013
- 15 juillet 2013

Omnibus réglementaire (suite)

Dépôt de plus d'une soumission

- « Les conditions de conformité doivent aussi indiquer que le dépôt par un fournisseur de plusieurs soumissions pour un même appel d'offres entraîne le rejet automatique de toutes ses soumissions. »

Omnibus réglementaire (suite)

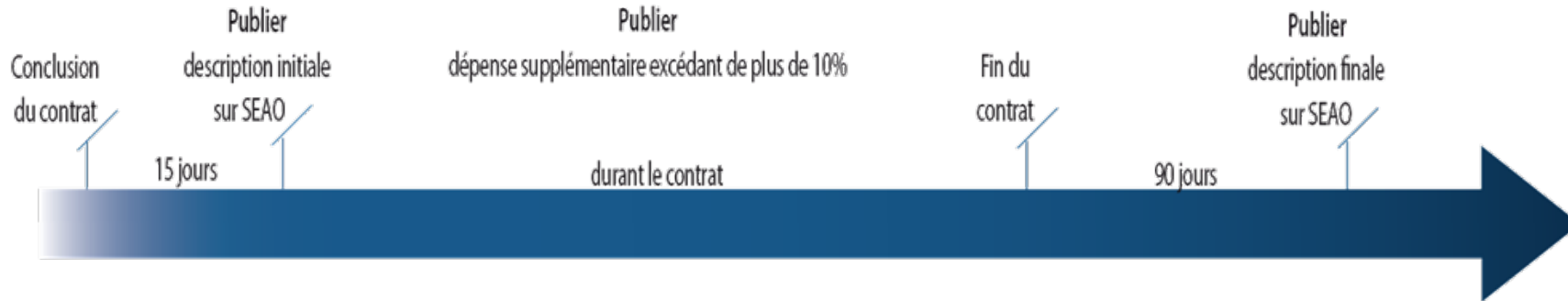
Soumission dont le prix est anormalement bas – non conforme

- Le prix soumis met en péril l'exécution du contrat selon les conditions des documents d'appel d'offres
- Cinq jours au fournisseur pour expliquer par écrit le prix qui semble anormalement bas
 - Justifications insuffisantes : comité composé du Responsable de l'observation des règles contractuelles (RORC) et d'au moins trois membres désignés par le dirigeant

Omnibus réglementaire (suite)

Publication des renseignements

- Contrats conclus – Gré à gré et sur invitation
Publication des contrats > 25 000 \$: 30 jours après la conclusion
- Description initiale
- Chaque dépense supplémentaire excédant de plus de 10 %
- Description finale



Directive sur la reddition de comptes des organismes publics

En vigueur depuis le 1^{er} avril 2013

- Organismes publics visés
 - Ministères et organismes
 - Réseau de la santé
 - Réseau de l'éducation

Objet:

- Déterminer le cadre général des exigences en matières de reddition de comptes en gestion contractuelle
- Uniformiser le contenu et la forme des rapports à transmettre au Secrétariat du Conseil du trésor

Directive sur la reddition de comptes des organismes publics (suite)

Au plus tard 30 jours suivant la date de l'autorisation écrite :

- Transmission électronique de la fiche d'autorisation du dirigeant de l'organisme
- Cette autorisation doit être accordée préalablement à la publication de l'avis, à la conclusion ou à la modification du contrat

Au plus tard le 30 juin de chaque année :

- Lettre de déclaration de fiabilité du dirigeant de l'organisme
- Information sur les regroupements d'organismes publics
- Information sur les règlements des différends

Directive sur la reddition de comptes des organismes publics (suite)

Toute autre demande d'information du SCT :

- Des soumissions reçues en réponse à un appel d'offres
- Un rapport du secrétaire d'un comité de sélection
- Un contrat conclu
- Des avenants à un contrat

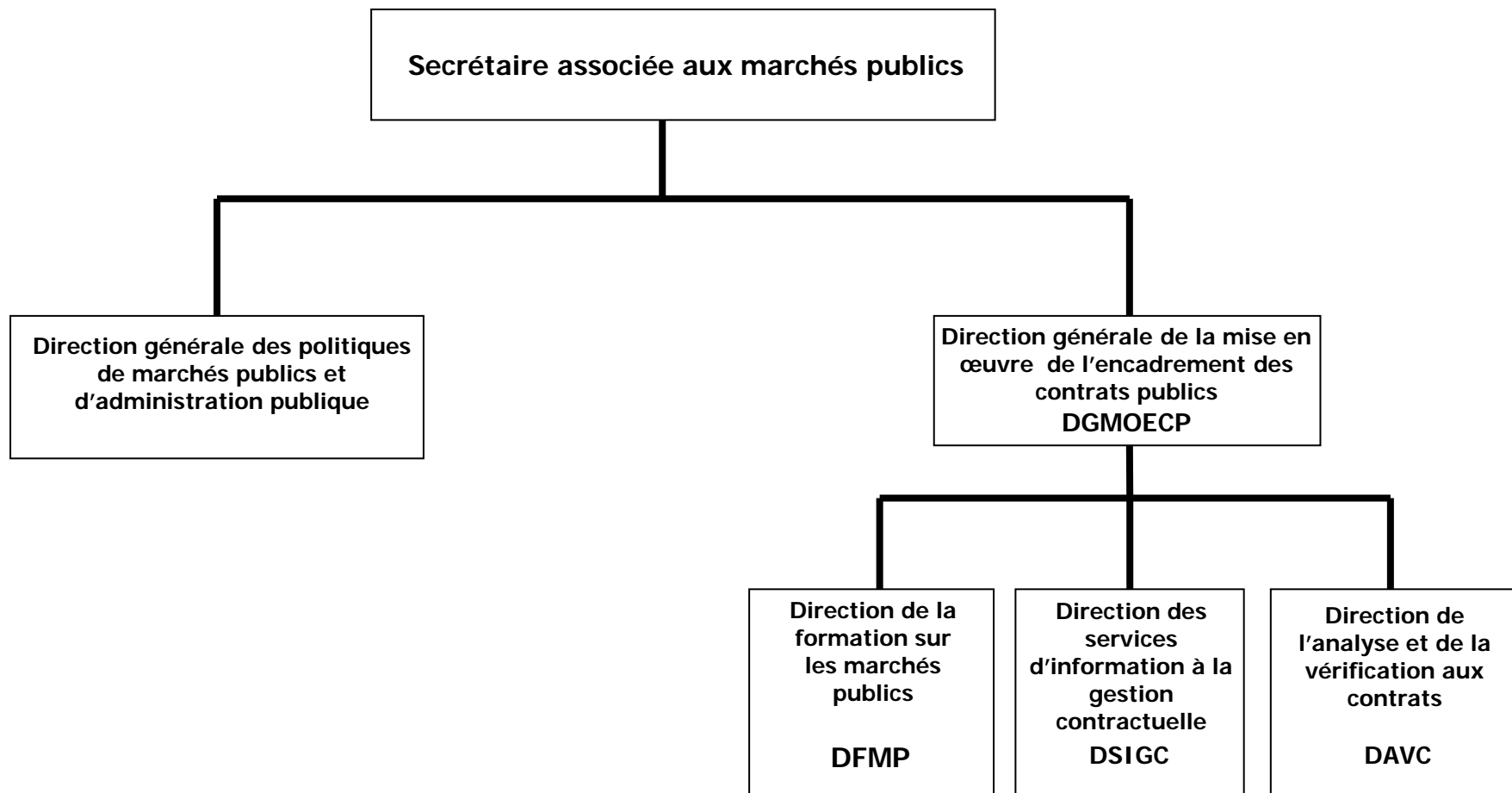
Encadrement des contrats publics

Louis Morneau
Directeur général de la mise en œuvre de
l'encadrement des contrats publics

Sous-secrétariat aux marchés publics
Secrétariat du Conseil du trésor

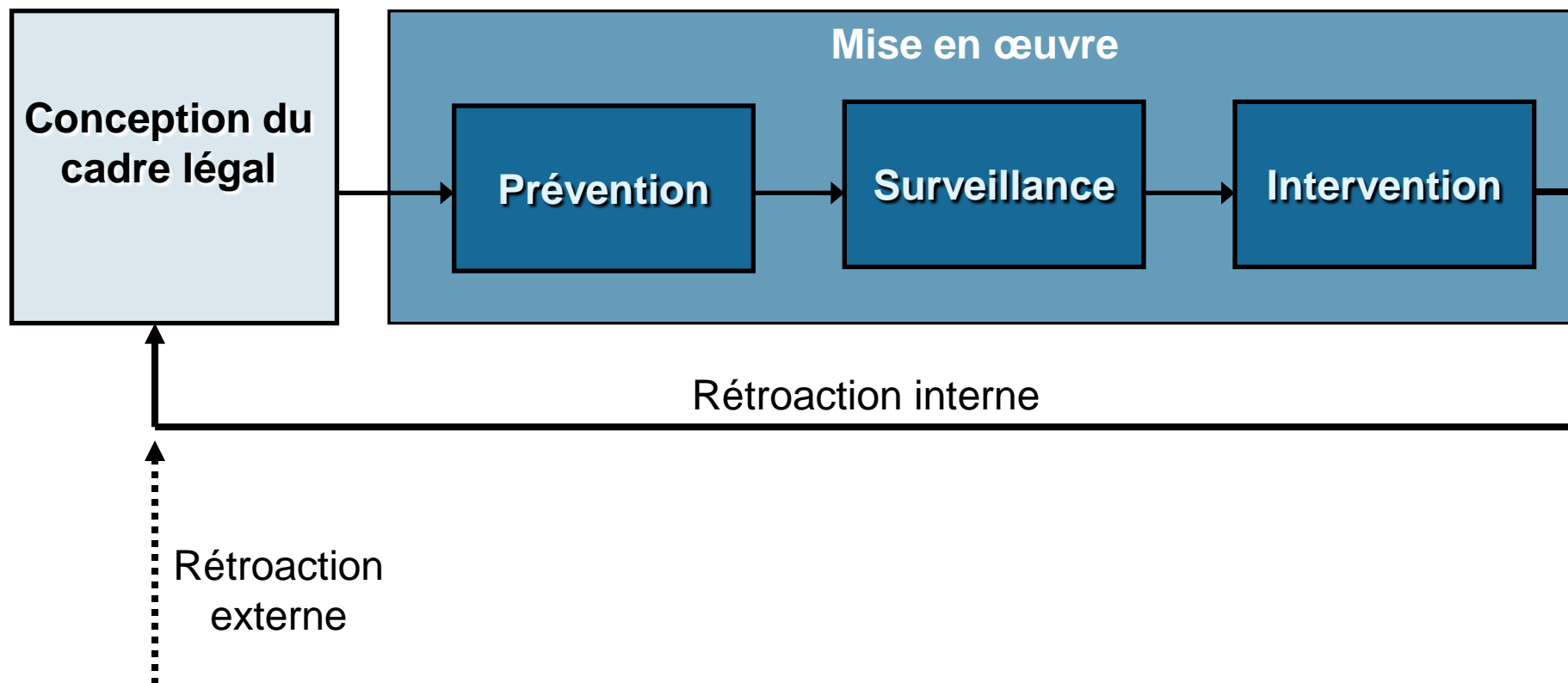
Présentation de la Direction générale de la mise en œuvre de l'encadrement des contrats publics (DGMOECP)

Présentation de la DGMOECP



Présentation de la DGMOECP

Mandat et portée



Modifications au cadre normatif depuis juin 2012

Modifications au cadre normatif depuis juin 2012

- Registre des entreprises non admissibles (RENA)
- Un seul ministre responsable au lieu de trois
- Champ d'application
- Membres des comités de sélection
- Responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC)
- Directive de reddition de comptes des organismes publics

Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

- Évolution du RENA
 - Avant la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP)
 - À compter de l'entrée en vigueur de la LIMCP
 - À ce jour
- 7 entreprises ont été inscrites au RENA suite à un refus ou une révocation d'autorisation de l'AMF



Un seul ministre responsable au lieu de trois (LIMCP)

- Le Conseil du trésor est le ministre responsable:
 - Ministères et organismes
 - Réseau de l'éducation
 - Réseau de la santé et des services sociaux
- Responsabilités :
 - Autorisations
 - Obligation d'informer le Conseil du trésor
 - Reddition de comptes
 - « Directives »
 - Formules types de contrat et documents standards

Champ d'application (LIMCP)

- Organismes publics visés
 - Ministères et organismes de l'administration gouvernementale
 - Organismes du réseau de l'éducation
 - Établissements du réseau de la santé et des services sociaux
 - Sociétés d'état à vocation commerciales (*article de loi non en vigueur*)

Membres des comités de sélection (LIMCP)

- Non-divulgence de l'identité des membres d'un comité de sélection (*article de loi non en vigueur*)

Responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) - LIMCP

Dates importantes:

- Septembre 2012
 - Politique de gestion contractuelle intégrant la notion de RORC
- Décembre 2012
 - Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics et obligation pour chaque organisation publique de nommer un RORC
- Octobre 2013 et février 2014
 - Création de trois forums
 - Grands donneurs d'ouvrage des MO et des réseaux de la santé et de l'éducation
 - Communauté de pratique
 - Consultations et partage d'information
- En date du 9 septembre 2014 : 442 RORC

RORC - Rôles

- Veiller à l'application des règles contractuelles
- Conseiller le dirigeant, formuler des recommandations ou des avis
- Veiller à la mise en place de mesures permettant d'assurer l'intégrité des processus internes
- S'assurer de la qualité du personnel
- Exercer toute autre fonction

RORC – Soutien du SCT

- Deux rencontres annuelles depuis février 2013
 - Cadre normatif
 - Rôles et responsabilités du RORC
- Conseillère attitrée aux RORC
 - Plus de 225 appels reçus en 15 mois
 - Cadre normatif
 - Gestion contractuelle
- Documentation adaptée
 - Aide-mémoire et capsules d'information
 - Guide de vérification des processus contractuelles
 - Etc.

Directive sur la reddition de comptes des organismes publics

- En vigueur depuis le 1^{er} avril 2013
- Organismes publics visés
 - Ministères et organismes
 - Réseau de la santé
 - Réseau de l'éducation
- Objet:
 - Déterminer le cadre général des exigences en matières de reddition de comptes en gestion contractuelle
 - Uniformiser le contenu et la forme des rapports à transmettre au Secrétariat du Conseil du trésor

Directive sur la reddition de comptes des organismes publics (suite)

- Au plus tard 30 jours suivant la date de l'autorisation écrite :
 - Transmission électronique de la fiche d'autorisation du dirigeant de l'organisme
 - Cette autorisation doit être accordée préalablement à la publication de l'avis, à la conclusion ou à la modification du contrat
- Au plus tard le 30 juin de chaque année :
 - Lettre de déclaration de fiabilité du dirigeant de l'organisme
 - Information sur les regroupements d'organismes publics
 - Information sur les règlements des différends

Directive sur la reddition de comptes des organismes publics (suite)

- Toute autre demande d'information du SCT:
 - Des soumissions reçues en réponse à un appel d'offres;
 - Un rapport du secrétaire d'un comité de sélection;
 - Un contrat conclu;
 - Des avenants à un contrat.

Mise en œuvre de l'encadrement des contrats publics

Mise en œuvre – Prévention

- Formations:
 - En personne: LCOP

Nombre de participants	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Formations de base	2 161	418	190	283	261	455	3 768
Formations personnalisées et adaptées	s. o.	s. o.	s. o.	798	423	2 236	3 457
Total	2 161	418	190	1 081	684	2 691	7 225

- En personne: Secrétaires de comités de sélection
- En ligne: 32 capsules dont 4 avec UPAC

Mise en œuvre – Prévention

- Services conseils:

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Nombre de demandes-conseils reçues	1 057	1 655	1 426	2 093	4 397	10 628

- Documentation:
 - Guides de bonnes pratiques (10)
 - Info-conseil (22)
 - Bulletins d'interprétation (6)
 - Documents types d'appels d'offres (9)
 - Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics
- « Conseiller virtuel »

Mise en œuvre – Surveillance

- Analyse de l'information de reddition de comptes
- Analyse des documents d'appel d'offres sur le SEAO
- Portrait statistique (analyse des renseignements sur SEAO)
- Évaluation du niveau de respect de l'application du cadre normatif

Mise en œuvre – Intervention

- Interventions auprès des organismes publics suite à la détection de non-conformité

Types d'intervention	2012-2013 (MO)	2013-2014 (3 réseaux)
Activités de veille sur les appels d'offres publiés au SEAO	30	192
Travaux d'analyse en reddition de comptes	106	461
Travaux statistiques sur les contrats des organismes publics	288	655
Total	424	1 308

- Rapports personnalisés sur la conformité
- Mandats de vérification

Mise en œuvre – Intervention

- Traitement des demandes d'intervention des entreprises
 - Intervention auprès des organismes publics pour des appels d'offres en cours
 - Progression du nombre de demande d'interventions:

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Nombre	36	19	34	48	109	246